

Ensemble pour le SNUipp

Reconquérir ensemble les droits perdus

La réforme des retraites, allongeant la durée de cotisation avec une terrible décote, est le deuxième coup dur porté à notre profession en 15 ans après la division statutaire entre instituteurs et professeurs d'école.

La mobilisation de mai-juin a été formidable. Il faut se féliciter de l'unité réalisée à la base, de l'arrivée de nouveaux militants lucides et déterminés. Cette mobilisation exceptionnelle n'a pas suffi pour obtenir le retrait des projets réactionnaires du gouvernement. Les directions syndicales n'ont pas été à la hauteur. C'est évident pour la direction de la CFDT. On savait qu'elle finirait par se ranger complètement du côté du gouvernement et du MEDEF. Évident pour celle de la CGT, qui a empêché la généralisation de la grève au lendemain de la formidable journée du 13 mai. Vrai aussi pour FO, qui a soufflé tout au long de mai le chaud et le froid sur la question de la grève générale, pour finalement se défausser sur les autres organisations.

L'abandon des principes du syndicalisme de lutte conduit nécessairement au recul social. Mais le défaitisme et le syndicalisme d'accompagnement ne touchent-ils que les autres ? Nos directions sont-elles exemptes de reproches ?

Quelle a été la stratégie du SNUipp et de la

FSU ?

- participer au Conseil d'Orientation des Retraites, mis en place pour justifier une remise en cause des retraites par répartition
- multiplier les grèves "presse-bouton" d'une journée sur la question du budget de l'école (hiver 2002-2003) alors que les menaces sur les retraites et les statuts (décentralisation) étaient reléguées au second plan

- mettre en sourdine des revendications essentielles (37,5 annuités pour tous) et élargir l'unité syndicale jusqu'à la CFDT qui militait ouvertement pour un allongement de la durée de cotisation

- ne proposer au niveau national que des journées d'action éloignées les unes des autres, repoussant sans cesse les échéances, entravant la montée et l'élargissement du mouvement de grève reconductible parti des départements

- ne jamais prendre position clairement en faveur de la grève générale ni dans la presse syndicale ni dans les médias

- ne pas appeler publiquement, malgré le mandat reçu, les autres organisations syndicales à les rejoindre sur le mot d'ordre de grève générale, seul à même de faire reculer le gouvernement.

Cette stratégie a conduit la profession à l'échec. Les conséquences sont terribles :

- 5 années de retraite en moins pour les sala-

riés du public

- décentralisation progressive de l'Education nationale maintenue

- plus important recul social depuis Vichy
- renforcement du défaitisme et du syndicalisme d'accompagnement.

Cette spirale de défaite et de recul social ne pourra être interrompue tant que le mouvement syndical n'aura pas renoué avec les principes de lutte du syndicalisme indépendant et de masse.

Les militants d'Ensemble pour le SNUipp s'inquiètent de voir nos directions incapables d'offrir des perspectives de lutte. Elles persistent, en se préparant à participer au " *grand débat* " sur l'école, dont tout indique qu'il sera, comme les consultations sur les retraites ou la décentralisation, le paravent de réformes réactionnaires (cf réseaux d'écoles).

Mobilisons-nous face aux menaces qui pèsent sur la profession et sur l'école. Renforçons le syndicalisme de lutte et de masse, pour donner un coup d'arrêt à la régression sociale, et au delà reconquérir les droits perdus.

Stéphane Julien, Secrétaire National